

### *Les crédits*

universités et du secteur privé pour affronter la concurrence internationale.

Le Conseil est composé de Canadiens qui font leur marque, tant dans le monde des affaires que dans le secteur des universités et des syndicats, pour ne mentionner que ceux-là.

Cet organisme a formulé maintes recommandations au premier ministre sur la façon d'exploiter efficacement les sciences et la technologie au Canada. Ces suggestions ne sont pas restées lettre morte, dans bien des cas. Ainsi, suite à une intervention du Conseil, le gouvernement a créé le Programme Bourses Canada, qui prévoit affecter jusqu'à 80 millions de dollars aux étudiants les plus doués pour les encourager à poursuivre leurs études en sciences naturelles, en génie et dans d'autres disciplines connexes.

En tant que femme, je suis fière de souligner que près de la moitié des 3 400 jeunes talents qui ont reçu une bourse en vertu de ce Programme, cette année, étaient des femmes. Il est plus que temps, madame la Présidente, que tous les intéressés reconnaissent l'énorme potentiel des femmes dans le champ des études scientifiques. Quoi qu'il en soit, les milliers de récipiendaires de bourses d'études, pour l'année scolaire en cours, sont venus s'ajouter aux 1 600 étudiants qui en bénéficiaient déjà. Il y a tout lieu de se réjouir du succès de ce programme, mais ce n'est pas le seul qui vaille!

Une autre suggestion du Conseil consultatif national a également donné de bons résultats, madame la Présidente. Le Conseil a eu l'idée de mettre sur pied une campagne de sensibilisation publique de 10 millions de dollars, destinée à expliquer à l'ensemble de la population les dernières réalisations scientifiques et technologiques. Une telle campagne vise à montrer comment la science influe sur la vie familiale, académique ou professionnelle des citoyens.

Un très grand nombre de Canadiens et de Canadiennes avaient déjà pu se rendre compte de l'importance croissante de la science et de ses multiples applications lors des débats, parfois houleux, qui ont précédé la ratification de l'Accord de libre-échange. Compte tenu du fait que les États-Unis, grâce à l'ampleur de leur recherche et de leurs transferts technologiques, font figure de géant, comparativement au Canada, il ne fallait pas être spécialiste pour comprendre que nous avions tout à gagner à resserrer nos liens avec nos voisins du Sud et à profiter de leur expertise.

C'est comme cela, madame la Présidente, que plusieurs de nos sociétés ont formé de nouveaux types de partenariat avec les Américains.

Le gouvernement pour sa part a fait un pas de plus pour nous aider à mieux nous positionner sur les marchés mondiaux d'aujourd'hui en adoptant la stratégie «Horizon: le monde.» Cette dernière allie l'expansion des marchés à la croissance de la technologie et est axée sur les perspectives qu'offrent les États-Unis, les pays du Pacifique et l'Europe «économiquement unifiée» de l'an 1992. Le gouvernement cherche tout d'abord à accroître nos exportations et à favoriser les investissements et les alliances, mais sur une échelle encore plus vaste. Nous avons donc ici, grâce à cette stratégie, un moyen rationnel de stimuler l'activité économique et de créer des emplois par le fait même.

À ces propos, le ministère compte sur la collaboration des Affaires extérieures, tout comme sur Investissement Canada, pour assurer son rayonnement commercial et international et pour promouvoir ses investissements à l'étranger.

Vous le constaterez, madame la Présidente, la motion de l'opposition qui s'attache exclusivement aux aspects de la recherche et du développement au Canada manque singulièrement de perspective. Nous ne pouvons pas, mais alors pas du tout, débiter quelques chiffres, tirés hors de leur contexte, pour émailler nos réalisations en recherche et développement et espérer ainsi convaincre qui veut bien m'entendre que nous avons accompli un boulot formidable.

La recherche et le développement, madame la Présidente, n'est qu'un des éléments qui vient se juxtaposer à la mosaïque ambitieuse et complexe dont est formé le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

Se limiter à la recherche et au développement serait faire fi des efforts novateurs du gouvernement concernant le transfert de la technologie, plus précisément concernant la promotion de ce type d'activité dans les milieux industriels canadiens. En se donnant une politique portant sur les centres technologiques qui assure la gestion des principaux laboratoires fédéraux et sur le Programme de mise en valeur de la technologie, nous visons au moins un objectif d'importance vitale. Le gouvernement veut s'assurer que son aide à l'industrie répond bien aux besoins de ses clients. Nous voulons également améliorer l'efficacité des centres de technologie et susciter une plus grande participation de l'industrie dans ces centres en question.

Parler exclusivement de recherche et de développement pourrait nous faire oublier le volet tout aussi crucial des ressources en personnel. C'est la dimension humaine qui se rattache à des questions exaltantes, quoiqu'aussi très pratiques, comme par exemple l'acquisition de la technologie de pointe. Si le Canada est incapable de